

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > À gauche (France) > **Genève : la Gauche combative reprend place au parlement avec 9 député-e-s !**

GRAND CONSEIL

Genève : la Gauche combative reprend place au parlement avec 9 député-e-s !

solidaritÉS refuse de participer au Conseil d'Etat

samedi 19 octobre 2013, par [VANEK Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2013).

Les élections au Grand Conseil genevois du 6 octobre se sont soldées par un retour de la Gauche combative au Grand Conseil après 8 ans d'absence.

La coalition Ensemble à Gauche (EAG), à laquelle solidaritÉS participe activement et en bonne place, a remporté 8,75 % des suffrages. Elle sera en conséquence représentée par un groupe de 9 député-e-s au Grand Conseil, dont 5 élu-e-s de solidaritÉS : Rémy Pagani, Pierre Vanek, Jocelyne Haller, Michel Ducommun et Olivier Baud avec 4 autres élu-e-s des différentes formations d'EAG.

En Ville de Genève, nous avons recueilli 12,74 % des suffrages avec des pointes à 17,41 % aux Pâquis, 18,6 % à Mail-Jonction... 20,52 % aux Cropettes.

Mais le score moyen en Ville est bien inférieur aux 14 % dépassés aux élections municipales il y a deux ans. Dans les grandes communes de la périphérie on fait 12,45 % à Carouge, mais 7,51 % à Vernier, 8,19 % à Meyrin, 7,65 % à Lancy, 8 % à Onex...

La barre du quorum n'est pas bien loin et ce résultat est modeste, traduisant l'érosion d'un électorat réduit, notamment, par 8 ans d'absence du parlement genevois.

Une campagne réussie, mais...

Une campagne unitaire dynamique, marquée d'actions coups-de-poing sur des problèmes aussi criants que la spéculation immobilière et la crise du logement, le dumping salarial, les transports... n'a pourtant pas - et de loin - permis à EAG d'atteindre même les plus bas scores de l'Alliance de Gauche il y a une douzaine d'années, ni de contribuer à faire sérieusement barrage à la montée de l'extrême-droite UDC et surtout MCG.

Les résultats globaux de la gauche et des Verts sont au plus bas depuis des décennies, notamment du fait d'un parti Vert dont l'électorat s'est effondré, avec 6 points et 7 sièges en moins, et ceci malgré une très modeste progression du PS de + 1.5 %. Les Verts payent clairement leur présence et leur action au gouvernement incarnée notamment par un David Hiler ouvertement néolibéral aux finances, sans parler de la politique des transports problématique menée par Michèle Kunzler.

Le MCG quant à lui capitalise pleinement un vote protestataire, avec un discours dont la violence haineuse rivalise avec l'absence de mesures concrètes proposées, ils dépassent les 19 % de l'électorat, gagnant 3 sièges pour en arracher 20 au total, et se retrouvant avec leur allié UDC à la tête d'un bloc d'extrême droite pesant 30 % des voix.

Du pain sur la planche

Au total, la droite et l'extrême-droite trustent ainsi près de 70 % des sièges du parlement ! Du pain sur la planche donc pour nos élu·e·s bien sûr, qui auront à construire une opposition parlementaire radicale et lisible à la politique de la droite, qui auront aussi à se faire les porte-paroles des mouvements sociaux et syndicaux au service desquels ils·elles devront mettre la tribune parlementaire... mais surtout du pain sur la planche dans la construction d'un front d'opposition sociale et d'une force politique organisée qui soit à même de reprendre pied à pied, quartier par quartier et commune par commune... le terrain gagné par l'extrême droite dans les milieux populaires.

C'est cela le véritable défi des années à venir. Notre retour au Grand Conseil n'est qu'un tout petit pas sur ce chemin, mais il va dans le bon sens !

Pierre Vanek

Conseil d'Etat : opposition et résistance sociale plutôt que participation gouvernementale !

Au vu des résultats des élections cantonales genevoises du 6 octobre, l'AG de Solidarités du lundi 7 octobre a, à une large majorité, décidé de ne pas présenter Rémy Pagni au Conseil d'Etat au deuxième tour.

En effet, appuyé sur un parlement largement dominé par la droite et le bloc d'extrême-droite, le futur Conseil d'Etat n'aura pas les moyens d'être autre chose qu'un gouvernement de casse écologique et sociale, auquel nous ne voulons en aucun cas participer.

Le rôle de Solidarités et d'Ensemble à Gauche est de contribuer à organiser une résistance, dans l'opposition au Parlement bien sûr, dans les urnes également, mais avant tout dans le mouvement social, sur les lieux de travail et dans la rue, aux côtés des syndicats, des associations et des habitant·e·s.

Nous voulons, dans la durée, barrer la route à la droite et à l'extrême droite. Mais nous ne pensons pas qu'une participation des Socialistes et des Verts ou même d'Ensemble à Gauche, à un tel gouvernement permette de le faire.

La dernière législature en est la démonstration ! Aujourd'hui, la gauche doit avant tout reconstruire un rapport de force social qui permette de répondre aux attentes de la population. D'ailleurs le PS, avec un seul Conseiller d'Etat, a moins pâti que les Verts, avec deux Conseiller·ère·s d'Etat, du discrédit de la politique gouvernementale.

Cependant, si le PS et les Verts - comme on peut s'y attendre - ne décident pas de mener une politique d'opposition résolue et de renoncer à leur présence au gouvernement, et qu'ils maintiennent donc des candidat·e·s au second tour de l'élection au Conseil d'Etat, leur éventuel échec électoral signerait un nouveau succès de la droite et de l'extrême-droite. Nous entendons contribuer à éviter ce scénario : nous ne sommes en effet pas pour la politique du pire !

C'est pourquoi, si les Socialistes et les Verts décident de rester dans la course à l'exécutif en dépit de la forte majorité réactionnaire sortie des urnes le 6 octobre, l'AG de solidaritéS a décidé également que nous appellerons à voter pour eux, fermement et clairement, mais sans illusions.

Mais avant tout et dès aujourd'hui, nous appelons les mouvements sociaux, les forces syndicales et les militant·e·s de gauche à se regrouper pour s'opposer aux mesures antisociales, autoritaires et anti-écologiques, que votera sans aucun doute ce Parlement, certainement le plus réactionnaire qu'ait connu Genève depuis près de 30 ans, et qu'aura à appliquer le prochain gouvernement.

Pierre Vanek

P.-S.

* Paru en Suisse dans « solidaritéS » n° 235 (10/10/2013).